

Une jeunesse sans repères

Mario Poirier and Jean Gagné

Volume 14, Number 1, juin 1989

Le vieillissement (1) et La recherche psychosociale et ses enjeux (2)

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/031508ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/031508ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Santé mentale au Québec

ISSN

0383-6320 (print)

1708-3923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Poirier, M. & Gagné, J. (1989). Une jeunesse sans repères. *Santé mentale au Québec*, 14(1), 215–220. <https://doi.org/10.7202/031508ar>

Tribune des lecteurs et des lectrices

Une jeunesse sans repères

Cette lettre est une version remaniée d'un mémoire présenté au Conseil permanent de la Jeunesse.

N.D.L.R.

Le désarroi des jeunes

Les jeunes, c'est connu, vivent une époque difficile. Mais leurs problèmes, cette constellation de misères et d'échecs, ont leurs racines et leurs échos dans la société en général. Les politiques sociales favorisent la paupérisation d'un nombre important de citoyens. Par exemple, selon le Conseil Scolaire de l'île de Montréal, la pauvreté se répartit de même façon qu'il y a dix ans à Montréal, mais on retrouve un plus grand nombre de familles vivant sous le seuil de la pauvreté, soit près du quart des familles au total (Cauchon, 1989a). Le désengagement de l'État mène à l'appauvrissement général des groupes sociaux plus vulnérables (Gagné et Poirier, 1988; 1989; Poirier, 1988).

La nouvelle loi 37 (aide sociale) est caractéristique à cet égard. Ainsi, les familles à faible revenu devront subvenir en partie aux besoins de leurs enfants adultes — ce qui étend la dépendance des jeunes envers leurs parents, restreint leur autonomie, diminue la croissance de leur identité d'adultes. Par exemple, un parent qui a un revenu brut de seulement \$14,000 devra contribuer \$184 par mois au soutien d'un enfant adulte de moins de trente ans. Une famille bi-parentale avec un enfant à charge devra contribuer au soutien d'un enfant adulte, qu'il réside ou non avec la famille, aussitôt que le revenu familial atteindra \$12,000! (Racine, 1989). Il est évident que de telles mesures vont accroître la paupérisation, les conflits familiaux, la criminalité, les tendances à la marginalisation et à l'itinérance des jeunes. Ce sont des phénomènes connus des Reaganomics des années 80 (Hombs et Snyder, 1983).

Tout le monde sait que la famille — dans sa version traditionnelle traverse une crise. Les familles sont petites et souvent instables. Un enfant sur cinq seulement naît aujourd'hui avec au moins deux aînés dans la fratrie (Thibaudeau, 1989). Une famille canadienne sur cinq est issue d'un remariage avec enfants. Près de 11% des familles au Canada sont monoparentales, ce qui constitue une hausse de 50% par rapport à 1971. En 1981 au Québec, 62,3% des familles monoparentales dirigées par une femme vivaient sous le seuil de la pauvreté (René, 1987, 89). Chez les familles où les parents doivent travailler, comme couple avec deux revenus ou dans un contexte monoparental, l'absence relative des parents constitue un autre problème pour leurs enfants. Les parents se sentent eux-mêmes piégés dans cette dynamique. Un sondage récent aux États-Unis démontre que 36% des parents disent vivre *énormément de stress* dans la recherche d'un équilibre entre leur vie de travail et leur vie de parents (Wingert et King, 1988). Un autre sondage, auprès des jeunes de 14-18 ans à Montréal (Pratte, 1989), démontre que les jeunes sont très préoccupés par le risque d'éclatement des familles (divorce), 47% se disant préoccupés par cette question, ce risque les dérangeant par exemple davantage que les questions reliées à la sexualité (38%).

Les statistiques sur les problèmes des jeunes à l'école sont effarantes. Dans les écoles primaires et secondaires au Québec, plus de 47,000 élèves ont deux ans ou plus de retard scolaire ou ont des problèmes graves de comportements. C'est 4,6% du nombre total d'élèves. Au secondaire le pourcentage monte à 7,2%. Les ressources professionnelles sont débordées dans le système scolaire. Le nombre de *dossiers* à gérer est déroutant. Selon l'enseignant Roberto Rossi : «Des jeunes en difficulté, il y en a un paquet dans les classes ordinaires. Ces jeunes là sont seuls. L'enseignant qui est pris avec sept grou-

pes de 32 élèves n'a pas le temps de s'en occuper. Alors ils vont se ramasser dans la drogue ou dans la prostitution...» (Pratte, 1988).

Les taux de suicide sont bien connus et représentent une des principales catastrophes sociales de notre culture. Selon Statistique Canada (Beneteau, 1988), le suicide a connu des hausses importantes durant les années 60 et 70, et il a continué de s'accroître au cours des années 80 pour atteindre des sommets sans précédent. Chez les jeunes, le Québec a le second plus haut taux de suicide chez les 15 à 29 ans en Occident, après l'Allemagne de l'Ouest. C'est la deuxième cause de mortalité chez les adolescents. Dans une récente enquête auprès de 2,327 élèves du secondaire à Montréal, 13,2% des répondants se sont déclarés suicidaires, ayant déjà fait une tentative ou y ayant pensé très sérieusement (Cauchon, 1989b). Dans une enquête plus récente (Pratte, 1989), 4% des jeunes disent avoir fait une tentative de suicide et 11% disent y avoir pensé sérieusement. Dans cette dernière étude, les problèmes avec les parents (26%) et avec l'école (22%) prédominent dans les raisons invoquées pour penser au suicide.

Signe très important de notre époque, l'itinérance est également à la hausse dans nos sociétés occidentales (Gagné et Dorvil, 1988). Cette errance (surtout urbaine) affecte particulièrement les jeunes adultes. À titre d'exemple, une étude du ministère de la Santé et des Services sociaux (1988) auprès de 268 sujets rencontrés dans 24 établissements donne les principales caractéristiques suivantes : a) ils sont le plus souvent âgés de 18-29 ans ; b) ils sont sous-scolarisés ; c) ils sont seuls dans la vie (91%). Naufragés du système, sans logis et sans emploi, sans lien souvent avec leurs familles, présentant des problèmes d'alcoolisme et de polytoxicomanie, ils s'accrochent parfois à des prises-en-charge temporaires dans les organismes d'aide, se replient socialement sur eux-mêmes et vivent complètement en dehors de tout autre projet de vie (Lamontagne et al, 1987 ; Poirier, 1988).

Particularités de la jeunesse actuelle

Génération après génération, les jeunes se confrontent fondamentalement aux mêmes besoins et aux mêmes désirs : la nécessité de s'affirmer et de se dégager du monde de l'enfance et de la dépen-

dance familiale ; le besoin d'explorer l'univers environnant et de se construire des valeurs et des certitudes personnelles ; le besoin d'affirmer son individualité, son identité tout en s'affiliant aux autres (convivialité et solidarité) ; le besoin de s'intégrer à un projet de société qui «fait sens» individuellement et collectivement, par les véhicules d'insertion qu'offre la société (par exemple les études, le travail) ; enfin, le besoin d'être appuyé, valorisé, reconnu dans ce processus tout en se dégageant du sentiment de n'être «qu'une photocopie de plus» dans le dossier social. C'est pourquoi ils sont toujours, avec les moyens du bord, en situation de contestation, de créativité et d'initiative par rapport aux générations précédentes. Ces caractéristiques générales de la maturation sont cependant vécues socialement et intérieurement de façon très différente selon les spécificités de chaque génération.

Nous vivons aujourd'hui une époque d'*incertitude*. Les virages se sont multipliés, les valeurs sont éclatées, les solidarités traditionnelles sont étioilées (Cauchon, 1989b). Le village global planétaire est en expansion et crée une *méga-culture* universelle, d'inspiration surtout américaine. Les intérêts collectifs des jeunes sont multiples, divergent non seulement de ceux de leurs aînés mais sont éclatés au sein même de la jeunesse en une multitude de sous-projets. Accélération technologique, virages éducatifs, éclatement de la famille (par exemple haut taux de divorce), abandon de la religion, rôles socio-sexuels en refonte, marché du travail offrant peu de stabilité, études spécialisées qui peuvent facilement devenir caduque, — il y a tant de *facteurs de déracinement* dans la société et la culture contemporaine (René, 1987). Selon Evola (1982), la société est présentement dans une période de *dissolution* : dissolution de l'individu (anonymat social, fuite dans le nouveau réalisme) ; dissolution de la connaissance (complexité et ambiguïtés de la science moderne) ; dissolution du domaine social (étiolement des structures et des rites).

L'errance sociale et l'incertitude sont des caractéristiques fondamentales de notre culture occidentale de fin de siècle. C'est une dimension dont il faut tenir compte lorsqu'on tente de comprendre le phénomène «jeunesse». Aux conditions de grande stabilité dont bénéficient en général les «boomers» (sécurité d'emploi, fonds de pension, reconnaissance sociale, impact démographique) s'opposent

celles caractérisées par l'éphémère et qui sont le lot des jeunes. Les anciennes balises qui assuraient, hier encore, l'identité personnelle et la reconnaissance sociale ne sont plus aujourd'hui qu'*aléas*. L'itinérance n'est pas que le fait des clochards. L'errance se vit dans le quotidien, sans toujours se montrer dans la rue: errance d'un emploi temporaire à un travail à temps partiel, d'un *article 38* à un *PDE*, d'une session d'études en arts à une session en sciences, l'errance d'une relation de couple à l'autre, l'errance des technologies, des logements, des engagements, des familles, des amitiés, des croyances et des projets de vie!

Splendeurs de la misère

Récemment dans une entrevue télévisée, un démographe de l'Université de Montréal comparait la situation de la jeunesse québécoise à celle d'une espèce en voie d'extinction. La métaphore est inspirante. Un peu comme pour les cétacés, la jeunesse québécoise s'inscrit dans une écologie totalement différente de celle qui prévalait il y a encore quelques années. Elle doit conséquemment développer des stratégies de survie adaptées à ces nouvelles situations. Du côté des baleines, les moyens les plus efficaces pour rappeler aux autorités compétentes leurs besoins sont encore les plus spectaculaires: s'échouer sur une plage ou se prendre dans les glaces génère bien plus de bénéfiques tactiques pour la communauté des mammifères marins que bien des colloques savants et autres représentations documentées auprès des décideurs! Qu'on pense à la couverture de presse et à la sensibilisation du public qui s'en suit!

La jeunesse semble avoir recours à un appareillage stratégique du même ordre. Taux de suicide, visibilité dérangeante de la déviance (par exemple itinérance), désengagement des projets sociaux, démobilisation scolaire, les «jeunes en difficulté» s'incrument dans la misère. Il y a des analogies à faire entre un état de guerre et la décrépitude actuelle de l'État-Providence: «veuves de guerres» ou «chômeurs technologiques», les déclassés et laissés-pour-compte sont dans une situation d'abandon, d'appauvrissement, de solitude, de déracinement. Haillons, crânes rasés, l'expression physique de cet état de guerre dépasse le côté purement fantaisiste de la mode. Ce sont les signes extérieurs des *victimes de guerre*.

De plus, les grands journaux en témoignent allègrement, la mode est aux agressions entre jeunes. Opérations *Kamikaze*, certes, mais elles ont l'heur d'être les seules susceptibles d'émouvoir les médias et la population. Les jeunes d'aujourd'hui, *a contrario* de leurs aînés «boomers», ne bénéficient pas de l'arme stratégique que constitue le *nombre* dans la conquête d'un espace social démocratique. Ne pouvant appuyer leurs revendications par l'impact de la masse, la nouvelle génération opte pour la guérilla: opérations suicides, stratégie de «terre brûlée», multiplication des foyers de lutte, *misérabilisme tactique* bien involontaire! Cette «déviance de combat» (en quelque sorte) fait apparaître la marginalité comme étant une forme extrême, et parfois même prophétique, de l'adaptation sociale. Le port d'armes à l'école serait, par exemple, une défense personnelle active contre l'angoisse de fond produite par une société où la violence semble s'instaurer comme *norme*. Dans cette perspective, il importe de prendre au sérieux les «folies» de la jeunesse: sa misère sera éventuellement tactiquement rentable puisqu'une société ne peut jamais se permettre très longtemps de miner son futur!

Érosion des politiques sociales

La période de néo-libéralisme actuel, où l'universalité de plusieurs programmes sociaux est subtilement menacée, ressemble à un après-guerre. Même si cette guerre reste dans le non-dit, dans l'intangible, les jeunes arrivent sur un terrain dévasté. Comme des soldats démobilisés ils cherchent l'emploi et l'insertion mais la réalité a changé. Les promesses de victoire sont déçues: par exemple, «qui s'instruit s'enrichit» clamait-on en pleine révolution tranquille. Les adolescents et jeunes adultes d'aujourd'hui semblent en douter beaucoup (Paradis, 1989).

Les ressources sociales sont régulièrement menacées et laissées à la dérive. Les repères *fondateurs* de l'État-Providence (par exemple la Commission Castonguay-Nepveu de 1970) sont en ruine. «Universalité et Accessibilité» cèdent progressivement la place à «Rentabilité et Efficacité». Le gouvernement actuel a résolument pris le virage néo-libéral (*Reaganomics*) caractéristique des années 80, et qui consiste non seulement à tendre vers une privatisation en douce des services sociaux (par exemple Léves-

que, 1989), mais peut-être surtout à forcer un éclatement des solidarités communautaires traditionnelles et à produire une *individualisation* des recours aux services (Gagné, 1988). Les programmes universels sont apparemment laissés en place car s'attaquer directement à ceux-ci est encore politiquement peu rentable. Par contre, ils ne sont pas ajustés aux nouveaux besoins. Subissant les assauts du réductionnisme social à la mode, ils sont affaiblis «du dedans» par l'institution de structures de recours à accès limités.

L'État réinvente ainsi des mesures périmées, caractéristiques de la période *précédant* la révolution tranquille : émergence de programmes multiples et confus d'aide ou de *charité* pour des problématiques sociales particulières, et retour de la responsabilité civique aux familles (notamment dans la récente Politique de Santé Mentale et dans la loi 37), malgré l'éclatement social évident de la structure familiale. Ces «innovations» s'apparentent de plus en plus au Régime d'assistance publique en vigueur au Québec du début des années 20 jusqu'à la révolution tranquille : catégorisation des bénéficiaires, mesures restrictives d'éligibilité, dispersion des administrations. Peut-on aborder le prochain millénaire en faisant marche arrière ?

Sortir des glaces

Pour obvier au risque d'une marginalisation exponentielle de la jeunesse, un travail en profondeur est nécessaire. Une restructuration de nos projets sociaux en fonction des besoins réels des jeunes est requise, et à moyen terme *inévitable*. Combien faut-il de signes de misère sociale pour s'en rendre compte ?

Dans le domaine de la santé et des services sociaux cette *perestroïka* est urgente. Depuis trop longtemps l'évolution de nos services de santé est calquée sur des modèles industriels de production. Nos grands hôpitaux psychiatriques ressemblent encore aux grandes usines créées par Ford au début du siècle. On y est traité dans de grands ensembles et selon un découpage de nos malaises qui obéit aux différentes spécialisations des intervenants. La récente tendance gouvernementale de régionalisation de la santé, malgré sa rhétorique de décentralisation, s'inscrit toujours dans cette recherche obsessionnelle d'efficacité technique, cette fois en misant

sur une division des tâches entre différents producteurs relativement indépendants. Si ces modèles connaissent un relatif succès dans la production de congélateurs ou d'automobiles, ils s'avèrent nuls pour prendre soin des gens. Ces modèles technocratiques d'aide ne correspondent plus aux besoins actuels de santé mentale — tout particulièrement en ce qui a trait à la clientèle des jeunes.

L'*errance sociale* et l'*effet de rareté* sont deux facteurs majeurs influant présentement sur l'insertion sociale des jeunes. Ces pressions peuvent créer une tendance au «misérabilisme tactique» comme étant, pour ce groupe d'âge, le seul pouvoir disponible pour influencer sur le jeu démocratique. Mais ces phénomènes ont aussi un impact sur la structure même des lieux disponibles aux jeunes. Il est évident que dans un contexte de mondialisation de l'économie (par exemple le libre-échange), il devient de plus en plus illusoire d'influer sur la structure des rapports sociaux à partir des modes d'action concoctés à l'ère de la révolution industrielle (Castel, 1981). Par ailleurs, on peut lire dans la pratique micro-sociale de la jeunesse un double effort : celui d'une prise-en-charge autonome hors des réseaux structurés de l'État, et celui d'expérimenter des rapports égalitaires et démocratiques entre eux. Les jeunes se replient sur leurs propres lieux.

En attendant l'émergence d'un nouveau paradigme macro-social, les stratégies micro-sociales de survie et de développement sont en plein essor et témoignent de l'inaltérable vitalité de la jeunesse. Ces stratégies passent par la création de nouvelles solidarités davantage locales et comme effacées du discours social dominant (René, 1986; 1987). Elles passent par la croissance d'un underground culturel fort et très complexe, et donc par la création de mini-sociétés parallèles ayant leurs règles et leurs rites propres. Maffesoli (1988) parle d'*'autonomies minuscules'* dans le cadre d'un néo-tribalisme. Les micro-groupes sont ainsi en expansion : c'est le mode premier d'agrégation sociale des jeunes, le lieu d'exercice de leur convivialité, leur «nébuleuse affectuelle». «[...] Ces constats font surgir une vie très ancrée dans le quotidien, une vie qui secrète des solidarités de base[...] où la sociabilité et la débrouillardise se portent assez bien merci.» (René, 1986, 297). Cette appartenance au groupe est source de distance avec le monde des parents et, au-delà de

l'immédiateté de la famille, c'est à la fois une force d'intégration sociale et une forme de contestation. Les jeunes sont à la recherche d'une communication primaire, tangible et vérifiable, d'une intimité et d'une sécurité affective dans un monde de précarité, d'éphémère, d'instabilité et de dépersonnalisation (René, 1986).

Mais si les groupes de jeunes sont des lieux nécessaires de socialisation, d'entraide et d'intégration, ils ne peuvent pas suppléer à la nécessité de liens *inter-génération*s forts et ouverts. Toute maturation nécessite ses balises et ses repères. Pour grandir, un jeune doit être en mesure de faire le point sur sa vie et de se construire des certitudes. C'est par une interaction avec des modèles adultes *crédibles* que ce processus peut s'effectuer (par exemple Bettelheim, 1960). Miser sur une médication psychiatrique qui camoufle les désarrois sans les résoudre, ou sur une réforme de l'aide sociale qui marginalise encore plus les défavorisés, c'est passer à côté du problème. Notre société connaît une crise qu'on ne peut résorber avec de vieilles solutions. Une civilisation ne peut pas faire marche arrière. On ne peut pas ressusciter la famille élargie ou recréer indemmes les solidarités traditionnelles dissoutes par la modernité (le village, la paroisse, la religion). Mais on ne peut pas non plus continuer à proposer des modèles inefficaces d'aide.

Nous proposons que le gouvernement subventionne une campagne de sensibilisation publique pour et par les jeunes. On pourrait ainsi pallier en partie à la faiblesse numérique du groupe, tout en faisant mieux connaître ses aspirations et ses revendications. Nous proposons aussi une politique d'action positive dans l'emploi des jeunes, et une politique de *co-option* des jeunes dans les lieux de décision. La faiblesse démographique des jeunes nécessite que la société cherche activement à les intégrer dans les lieux de pouvoir.

Au niveau des structures de services, nous proposons d'encourager le maintien, la mise sur pied et le développement de ressources issues de la communauté et vouées aux intérêts de la jeunesse. Les Maisons de jeunes et les Maisons d'hébergement jeunesse, par exemple, sont autant de lieux d'élaboration d'un nouveau sens civique adapté aux conditions actuelles. Il est aberrant de voir que le gouvernement refuse des sommes d'argent nécessaires aux quelques lieux qui offrent déjà une exper-

tise dans ce domaine (Lortie, 1989). Enfin, dans le domaine spécifique de la santé mentale, nous proposons que l'État reconnaisse vraiment et subventionne mieux les structures alternatives et communautaires d'intervention thérapeutique et d'insertion sociale. Elles sont collées au milieu, petites et accessibles, populaires auprès des jeunes. Elles s'appuient principalement sur le travail de petits groupes ce qui correspond aux tendances actuelles et aux besoins des jeunes. Elles ne conduisent pas à une pathologisation de la différence et à un accroissement de la marginalité sociale.

Mario Poirier, Ph.D., psychologue
Jean Gagné, intervenant communautaire

Références

- Beneteau, R., 1988, Le suicide au Canada, *Tendances sociales canadiennes*, hiver, 20-24.
- Bettelheim, B., 1960, *Le cœur conscient*, Laffont, Paris.
- Castel, R., 1981, *La gestion des risques*, Éditions de Minuit, Paris.
- Cauchon, P., 1989a, La pauvreté augmente sur l'île de Montréal, *Le Devoir*, 21 février 1989.
- Cauchon, P., 1989b, Deux écoles veulent stopper les suicides chez les jeunes, *Le Devoir*, 8 mars, 1.
- Evola, J., 1982, *Chevaucher le tigre*, Éditions de la Maisnie, Paris.
- Gagné, J., 1988, Le rapport Harnois : une pièce de la perestroïka néo-libérale au Québec, *Revue canadienne de politiques sociales*, no. 22, nov., 80-83.
- Gagné, J., Poirier, M., 1989, Nouvelle politique de Santé Mentale, *Relations*, no. 259, 67-69.
- Gagné, J., Poirier, M., 1988, La santé mentale au Québec : un champ en crise, *Nouvelles Pratiques Sociales*, 1, no. 1, 143-155.
- Gagné, J., Dorvil, H., 1988, L'itinérance : le regard sociologique, *Revue québécoise de psychologie*, 9, no. 1, 63-78.
- Hombs, M.E., Snyder, M., 1983, *Homelessness in America : A Forced March to Nowhere*, Washington, Community for creative non-violence.
- Lamontagne, Y., et al, 1987, *La jeunesse québécoise et le phénomène des sans-abri*, Presses de l'Université du Québec et Québec-Science éditeur, Montréal.
- Levesque, L., 1989, La CEQ voit dans les OSIS une privatisation en douce des soins, *La Presse*, vendredi 10 mars.
- Lortie, M.C., 1989, Les maisons d'hébergement des jeunes sans-abri réclament de l'aide, *La Presse*, 21 février, D14.
- Maffesoli, M., 1988, *Le temps des tribus*, Librairie des Méridiens, Paris.

- Paradis, F., 1989, Les 25 ans du rapport Parent : pas de quoi fêter, *La Presse*, lundi 20 mars.
- Poirier, M., Gagné, J., 1988, Formes de l'appauvrissement et insertion sociale des jeunes adultes psychiatisés, *Santé Mentale au Québec*, 13, no. 1, 132-143.
- Poirier, M., 1988, La santé mentale des jeunes itinérants, *Revue québécoise de psychologie*, 9, no.1, 94-110.
- Pratte, A., 1988, Le prof se fait travailleur social, psychologue et père, *La Presse*, 10 décembre, B1 et, même édition, 47,000 élèves en difficulté.
- Racine, B., 1989, Les familles à faible revenu devront subvenir en partie aux besoins de leurs enfants adultes, *La Presse*, 18 janvier.
- René, J.F., 1986, Jeunesses et pratiques sociales : à l'ombre des résistances, un questionnement inévitable, *Service Social*, 35, no. 3, 294-303.
- René, J.F., 1987, La jeunesse et le social : lorsque le temps vacille et l'espace éclate, *Les Cahiers de la Recherche sur le Travail Social*, no. 13, 85-97.
- Thibaudeau, C., 1989, Le tiers des enfants naît hors du mariage, *La Presse*, 16 mai.
- Wingert, P., King, P., 1988, The reluctant father, *Newsweek*, décembre, 64-66.